



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
19 octobre 2015
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Observations finales concernant les septième à neuvième rapports périodiques des États-Unis d'Amérique soumis en un seul document

Additif

Renseignements reçus des États-Unis d'Amérique sur la suite donnée aux observations finales*

[Date de réception : 22 septembre 2015]

1. Comme suite à la demande du Comité, les États-Unis transmettent les renseignements ci-après concernant les recommandations du Comité figurant au paragraphe 17 a) et b), 18 et 22 de ses observations finales, adoptées le 26 août 2014, en mettant l'accent autant que possible sur les mesures prises pour y donner suite.

Recommandation 17 a) et b) (recours à la force par la police)

Le Comité prie instamment l'État partie :

a) **De s'assurer que toutes les allégations de recours excessif à la force par les forces de l'ordre font l'objet d'enquêtes rapides et efficaces, que les auteurs de tels actes sont poursuivis et dûment sanctionnés s'ils sont reconnus coupables, que des enquêtes sont rouvertes en cas de nouveaux éléments de preuve, et qu'une réparation adéquate est accordée aux victimes ou aux membres de leur famille.**

2. Les autorités américaines aux niveaux local, étatique et fédéral prennent les mesures voulues pour prévenir le recours excessif à la force par les agents des forces de l'ordre et demander des comptes aux responsables. Il faut reconnaître que les agents des forces de l'ordre exercent un métier difficile et souvent dangereux et que la majorité d'entre eux se comportent de façon appropriée lorsqu'ils sont en contact avec des civils. Toutefois, en cas de comportements inappropriés, le Ministère de la justice (DOJ) exerce sa compétence pénale pour enquêter sur les cas de recours excessif à la force par des agents locaux, étatiques et fédéraux, en violation de la Constitution ou du droit fédéral, et pour engager les poursuites judiciaires nécessaires. Les poursuites donnent des résultats et des affaires peuvent même être rouvertes s'il existe suffisamment d'éléments de preuve pour étayer une condamnation au-delà de tout doute raisonnable. Le DOJ exerce également sa compétence civile pour remédier à tous comportements et pratiques des forces de l'ordre locales et étatiques qui sont

* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



contraires à la Constitution ou au droit fédéral, y compris le recours excessif à la force.

3. Poursuites au niveau fédéral : Au cours des six dernières années, le DOJ a engagé des poursuites pénales à l'encontre de plus de 350 agents des forces de l'ordre. On trouvera ci-après des exemples récents de poursuites intentées au niveau fédéral à la suite d'allégations de recours excessif à la force par des policiers à l'encontre de membres de minorités raciales ou ethniques :

- Le 27 mars 2015, un grand jury fédéral a inculpé, à Madison (Alabama), un policier pour usage excessif de la force sur un homme qu'il tentait d'interroger. D'après l'acte d'accusation, le policier avait blessé la victime, un homme originaire d'Asie du Sud, en le jetant au sol;
- Le 18 juin 2015, le DOJ a accusé un agent de la police de Miami Dade d'avoir arrêté trois automobilistes, certains d'origine hispanique, pour leur voler de l'argent et des biens, en violation du quatrième amendement à la Constitution des États-Unis. Le FBI enquête sur cette affaire avec l'aide du Homestead, Département de police de la Floride.

4. Poursuites au niveau des États : On trouvera ci-après des exemples de poursuites intentées au niveau local ou étatique à la suite d'allégations de recours excessif à la force par des policiers à l'encontre de membres de minorités raciales ou ethniques :

- Johnnie Riley, ancien policier du comté de Prince George (Maryland), a été condamné pour avoir tiré mortellement dans le dos de Calvin Kyle, homme d'origine afro-américaine, en septembre 2012, alors que Kyle, menotté, tentait de s'échapper d'une voiture de police. En novembre 2014, le tribunal de première instance du comté de Prince George a condamné Riley à cinq ans de prison;
- Michael Slager, policier de North Charleston (Caroline du Sud), a été condamné le 8 juin 2015 par un grand jury du comté de Charleston pour avoir abattu Walter Scott, homme d'origine afro-américaine;
- Ray Tensin, ancien policier travaillant pour l'Université de Cincinnati, à Cincinnati (Ohio), a été condamné le 29 juillet 2015 par un grand jury du comté d'Hamilton pour avoir abattu un homme d'origine afro-américaine, Samuel DuBose.

5. Voies de recours offertes : outre des procédures pénales, la Division des droits civils du DOJ continue d'intenter des actions civiles en jugement déclaratoire ou en réparation conformément à la disposition relative à toute pratique ou tout comportement inapproprié de la police (titre 42 du US Code, art. 14141). Le DOJ a ouvert plus de 20 enquêtes sur des pratiques discriminatoires ou d'usage excessif de la force par la police au cours des six dernières années et a conclu 19 accords avec des organes chargés de faire appliquer la loi aux niveaux local et étatique en vue de trouver des solutions à long terme dans ces juridictions. Parmi les affaires récentes, on peut notamment citer :

- Le 4 mars 2015, le Département de la justice a publié un rapport d'une centaine de pages établissant que le Département de police de Ferguson (Missouri) s'était livré à des comportements discriminatoires et à des pratiques de recours excessif à la force, entre autres violations. La Division des droits civils du DOJ négocie un accord avec la ville de Ferguson axé sur la réforme des pratiques du Département de la police de Ferguson en matière de sécurité publique et de maintien de l'ordre constitutionnel;

- Le 8 mai 2015, suite au décès de Freddie Gray, le DOJ a annoncé l'ouverture d'une enquête civile sur le Département de police de Baltimore (Maryland), en particulier l'usage de la force, les interpellations, les fouilles et les arrestations, et visant à déterminer si les pratiques actuelles étaient discriminatoires. Le Bureau des services de police axés sur la communauté (COPS) et le Service des relations avec les communautés (CRS) du DOJ fourniront une assistance technique à Baltimore afin de proposer des changements et des améliorations au fur et à mesure que l'enquête avance;
- Se fondant sur une enquête de deux ans sur les droits civils, qui a mis en évidence l'existence d'une pratique récurrente de recours inutile et déraisonnable à la force par la Division de police de Cleveland (Ohio), le 26 mai 2015, le DOJ a annoncé avoir conclu un accord avec la ville de Cleveland exigeant de celle-ci qu'elle procède d'urgence à des modifications pour mettre en place des services de police transparents, dénués de tout préjugé et axés sur la communauté, notamment la création d'une commission de police représentant les diverses communautés de la ville, la formation des policiers et la supervision de la police au niveau fédéral.

6. Le DOJ n'épargne aucun effort pour prévenir les incidents évoqués plus haut en formant les policiers et en aidant à améliorer les relations entre la police et les communautés. Par exemple, outre l'ouverture d'enquêtes civiles et pénales à la suite du décès, en août 2014, de Michael Brown à Ferguson (Missouri), le DOJ a dépêché des médiateurs du CRS pour établir un dialogue entre la police, les autorités municipales et les habitants afin de réduire les tensions au sein des communautés. Le DOJ a mis en place une réforme fondée sur la collaboration, dont l'objectif est de répondre aux demandes d'assistance technique efficace et non contentieuse émanant des organes des forces de l'ordre qui rencontrent des problèmes importants en matière d'application de la loi. Cette forme d'assistance est actuellement fournie aux départements de police du comté de Saint Louis (Missouri), de Fayetteville (Caroline du Nord) et de Salinas (Californie).

7. Des voies de recours efficaces sont également offertes au niveau des États. On trouvera ci-après des exemples récents d'indemnisations ou d'autres recours offerts à la suite d'incidents impliquant des membres de minorités raciales ou ethniques :

- En octobre 2014, un jury du Colorado a accordé une somme de 4,65 millions de dollars à la famille de Marvin Booker, décédé après avoir reçu des décharges d'un pistolet électrique et avoir fait l'objet d'une technique de contention appelée « sleeper hold » par des agents de la prison de Denver;
- En novembre 2014, la ville de Cleveland (Ohio) a accepté d'accorder un montant de 1,5 million de dollars aux familles de Timothy Russel et de Malissa Williams, décédés à la suite d'une poursuite de voitures au cours de laquelle la police a tiré plus de 100 tirs de semonce en direction du véhicule de Russel;
- En décembre 2014, un jury de Californie a accordé une somme de 8 millions de dollars à la famille de Darren Burley, qui est décédé douze jours après s'être battu avec des agents de police du comté de Los Angeles. Ces derniers ont reconnu qu'ils avaient frappé Burley au visage, fait usage d'un pistolet paralysant sur lui et pesé de tout leur poids pour le menotter durant son arrestation;
- En mai 2015, la ville de Chicago (Illinois) a créé un fonds de réparation de 5,5 millions de dollars en faveur de victimes, la plupart d'origine afro-américaine ou hispanique, d'actes de torture ou de violence commis par un ancien commandant de la police de Chicago, Jon Burge, ou par ses subalternes entre 1972 et 1991;

- En juillet 2015, la ville de New York a accepté de verser une somme de 5,9 millions de dollars à la famille d'Éric Garner, qui est décédé après avoir fait l'objet d'une prise d'étranglement durant son arrestation par des policiers de Staten Island en juillet 2014.

b) De redoubler d'efforts pour empêcher un recours excessif à la force par les forces de l'ordre, en veillant au respect des Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) et de veiller à ce que la nouvelle directive de l'Administration des douanes et de la protection des frontières soit appliquée et respectée dans la pratique.

8. Le recours excessif à la force par des agents des forces de l'ordre est une question qui suscite de plus en plus d'intérêt et d'inquiétude dans l'opinion publique aux États-Unis, compte tenu d'un certain nombre d'incidents qui ont fait récemment grand bruit. Les autorités à tous les niveaux ont redoublé d'efforts pour prévenir de tels comportements par le biais de plusieurs mécanismes, notamment en réexaminant les politiques en matière de recours à la force, en augmentant les capacités d'intervention de crise avec du personnel dûment formé, en améliorant les systèmes d'alerte précoce pour recenser les lacunes dans les domaines de l'action politique, de la formation et de la supervision, en renforçant le contrôle des communautés, en utilisant de nouveaux types de matériel et en accélérant les enquêtes sur les plaintes concernant des comportements inappropriés. En mars 2015, l'Équipe spéciale du Président Obama sur la police du XXI^e siècle a publié un rapport comprenant une soixantaine de recommandations, et en mai 2015, on a annoncé la mise en place d'un programme pilote de coopération concernant des caméras vidéo corporelles, d'un montant de 20 millions de dollars. Ces initiatives font notamment appel à un certain nombre de méthodes dont il est question dans les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois (1990) et les politiques du Gouvernement américain sur le recours à la force par les responsables de l'application des lois sont pleinement conformes aux Principes de base et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois.

9. En outre, en décembre 2014, le DOJ a annoncé la révision de la politique sur le profilage qui s'applique à toutes les activités des forces de l'ordre sous supervision fédérale. En vertu de cette politique, les membres des forces de l'ordre ne doivent en aucun cas tenir compte de la race, de l'appartenance ethnique, de l'origine nationale, du sexe, de l'identité de genre, de la religion ou de l'orientation sexuelle pour quelque motif que ce soit lorsqu'ils prennent des décisions relatives au maintien de l'ordre dans des situations courantes ou exceptionnelles, sauf lorsque ces caractéristiques correspondent à la description d'un suspect.

10. Des mesures législatives et politiques ont été prises récemment aux niveaux local et étatique pour combattre et enrayer l'emploi excessif à la force et les pratiques discriminatoires dans la police. On citera par exemple :

- Le 19 avril 2015, le Procureur général de la Californie a annoncé la création d'un programme certifié indépendant de formation sur les préjugés implicites à l'intention des forces de l'ordre. L'objectif est de reconnaître et de modifier les préjugés inconscients qui alimentent la discrimination raciale au sein des forces de l'ordre au niveau local. Depuis 2014, de nombreux organes chargés de l'application des lois au niveau municipal, dans tout le pays, notamment les départements de police de Dallas, de Philadelphie, de Saint Louis, de Chicago et de Los Angeles ont mis en place des formations sur les préjugés implicites dans le cadre de la formation de leur personnel;

- Le 10 juillet 2015, l'État de Rhode Island a adopté une loi d'ensemble sur les relations entre la police et les communautés (Comprehensive Community-Police Relationship Act). L'objectif est de combattre les pratiques discriminatoires dans la police en définissant de nouvelles normes en matière de surveillance et d'établissement de rapports et en imposant des restrictions en matière de fouilles. Parmi les dispositions prévues, les départements de police doivent consigner toutes données relatives à la race lors de contrôles et doivent soumettre chaque année un rapport au Département des transports de Rhode Island détaillant les mesures prises que les départements de police ont prises pour donner suite aux affaires de discrimination impliquant les forces de l'ordre.

11. S'agissant de la politique sur le recours à la force de l'Administration des douanes et de la protection des frontières (CBP) du Département de la sécurité intérieure (DHS), le DHS et la CPB appliquent des normes de conduite très strictes à tous les employés, qu'ils soient en service ou non, enquêtent systématiquement sur les décès dus à l'usage de la force et donnent suite aux plaintes relatives aux droits et libertés civils. La CBP a procédé au réexamen complet de ses politiques et pratiques en matière de recours à la force, et continue activement à faire appliquer ces politiques et à en suivre la mise en œuvre. Le 30 mai 2014, elle a publié un manuel sur le recours à la force ainsi qu'un ancien rapport du Forum d'enquête sur l'usage de la force dans la police. Déjà en 2010, elle avait créé un système d'établissement de rapports sur le recours à la force, qui consistait à recenser par voie électronique tous les cas mortels ou non mortels de recours à la force par des agents et des officiers. Le 9 décembre 2014, le DHS a créé un groupe consultatif sur l'intégrité au sein de l'Administration des douanes et de la protection des frontières, qui relève du Conseil consultatif chargé de la sécurité intérieure, et qui est chargé de suivre les progrès réalisés par la CBP comme suite aux études sur le recours à la force et à un rapport du Bureau de l'Inspecteur général du DHS, ainsi que de recenser les meilleures pratiques des forces de l'ordre aux niveaux fédéral, étatique, local et tribal en matière de prévention des incidents et de transparence dans les sanctions disciplinaires adoptées à la suite d'incidents.

Recommandation 18 (politique en matière d'immigration)

Le Comité demande à l'État partie de veiller à ce que les droits des non-ressortissants soient pleinement garantis en droit et dans la pratique et, notamment :

a) D'abolir le programme de rapatriement « Streamline » et de réprimer les infractions à la législation sur l'immigration au moyen du droit civil plutôt que du droit pénal.

12. Le programme Streamline vise à prévenir l'augmentation des passages illégaux à la frontière sud-ouest des États-Unis en poursuivant en justice certains non-ressortissants au titre de l'article 1325 du titre 8 du Code des États-Unis (« entrée illégale d'étrangers »). La plupart des personnes poursuivies en justice avaient tenté d'entrer une nouvelle fois sur le territoire des États-Unis en échappant à tout contrôle après avoir déjà fait l'objet d'un arrêté d'expulsion. Il s'agit de réduire le nombre de récidives en matière d'entrée sur le territoire. Les États-Unis veillent scrupuleusement à ce que les activités des forces de l'ordre en la matière soient réalisées de manière conforme aux obligations qui incombent au pays dans le domaine des droits de l'homme.

13. Les individus faisant l'objet du programme Streamline ont droit à toutes les garanties d'une procédure régulière au pénal conformément à la Constitution et aux lois des États-Unis, à savoir les droits reconnus à tous les accusés dans une affaire pénale, conformément aux obligations internationales applicables. Toutes les

poursuites sont conduites dans la plus grande transparence devant une juridiction fédérale, les personnes concernées ayant droit aux services d'un avocat; à une transcription complète de leurs droits et des négociations de plaidoyer, à la tenue d'un procès pour que le Gouvernement fasse la preuve de chaque élément d'accusation au-delà de tout doute raisonnable, à être entendues lors du prononcé de la peine et à un réexamen de leur affaire par une juridiction supérieure.

14. En décembre 2014, seuls les secteurs de Tucson, Del Rio et Laredo participaient à l'opération Streamline, alors que ceux de Yuma, El Paso et Rio Grande Valley avaient suspendu leur participation en 2013 et 2014. Toutefois, les services du parquet dans ces États continuent de s'occuper des infractions mineures conformément à l'article 1325, titre 8, du Code des États-Unis.

b) De mener une évaluation approfondie et individualisée des décisions de placement en détention et d'expulsion et de veiller à ce que toutes les personnes poursuivies aient accès à un avocat.

15. Les décisions de placement en détention et d'expulsion sont prises sur la base d'évaluations individualisées compte tenu de toutes les circonstances, et les États-Unis offrent des voies de recours et des pouvoirs discrétionnaires favorables, conformément à leurs obligations internationales. Par exemple, pour décider de la libération d'un non-ressortissant expulsable qui ne fait pas l'objet d'une détention obligatoire, le DHS et le bureau exécutif de contrôle de l'immigration du DOJ procèdent à des évaluations individualisées en tenant compte de facteurs comme la famille, les liens avec la communauté, la santé et les antécédents judiciaires qui permettent de déterminer si la personne risque de prendre la fuite ou constitue une menace pour la communauté.

16. Le 20 novembre 2014, le Président Obama a annoncé un certain nombre de mesures exécutives relevant de sa compétence visant à améliorer le système d'immigration des États-Unis. Il s'agit en particulier d'accorder la priorité à l'expulsion de personnes qui menacent la sécurité nationale, l'ordre public et la sécurité des frontières, tout en accordant une suspension temporaire d'expulsion, à titre discrétionnaire et sur une base individualisée, aux personnes qui se trouvent aux États-Unis depuis longtemps et qui satisfont à un certain nombre de critères, notamment en matière de sécurité nationale et d'antécédents judiciaires. Les réformes annoncées visent en particulier à : 1) augmenter le nombre de bénéficiaires de la politique dite DACA (« Deferred Action for Childhood Arrivals ») afin d'y inclure les personnes de tout âge arrivées sur le territoire américain avant l'âge de 16 ans et ayant vécu sur le territoire de façon continue depuis le 1^{er} janvier 2010; 2) prolonger la période de suspension des mesures d'expulsion et d'autorisation de travail au titre de la DACA, en la faisant passer de deux à trois ans; 3) autoriser les parents de citoyens américains et les résidents permanents en situation régulière à demander un report des mesures d'expulsion et un permis de travail pour une période de trois ans en vertu d'une nouvelle politique dite DAPA (« Deferred Action for Parents of Americans and Lawful Permanent Residents »), à condition que ces personnes aient vécu de façon continue sur le territoire depuis le 1^{er} janvier 2010, qu'elles n'entrent pas dans les catégories jugées prioritaires aux fins du maintien de l'ordre public et qu'elles aient passé tous les contrôles d'antécédents judiciaires; 4) accorder la priorité aux expulsions motivées par des critères de sécurité nationale, de sécurité des frontières et de sécurité publique; 5) mettre en œuvre un nouveau programme prioritaire de maintien de l'ordre public permettant de consacrer davantage de ressources aux cas qui représentent des menaces; 6) transférer les ressources aux frontières; 7) moderniser, améliorer et simplifier le système d'immigration légale; et 8) mener des initiatives d'éducation et d'information sur la citoyenneté auprès des résidents permanents en situation régulière.

17. La DAPA et les modifications apportées à la DACA ont été contestées devant une juridiction fédérale, ce qui a donné lieu à la publication d'une ordonnance de mesures provisoires en février 2015 qui a bloqué temporairement la mise en œuvre de ces politiques (sans toutefois avoir d'effets sur la DACA de 2012). Malgré les revers subis, l'Administration Obama a pris des mesures concrètes pour faire avancer d'autres initiatives dans le domaine de l'immigration. Par exemple, le DHS a adopté un règlement visant à accorder des permis de travail aux conjoints de certains travailleurs qualifiés afin de faciliter l'accès à la citoyenneté et a adopté une circulaire établissant des normes plus claires concernant le transferts d'employés étrangers au sein d'une même entreprise. Le Service de l'immigration et de la citoyenneté américaine (USCIS) du DHS, qui copréside l'Équipe spéciale interinstitutionnelle sur les nouveaux américains, collabore avec des parties prenantes aux niveaux fédéral, étatique et local pour soutenir les efforts du Gouvernement fédéral visant à favoriser l'intégration des immigrés en menant une action plus stratégique et mieux ciblée. En avril 2015, l'Équipe spéciale a publié un rapport intitulé *Strengthening Communities by Welcoming All Residents: A Federal Strategic Action Plan on Immigrant & Refugee Integration* (Renforcer les communautés en accueillant tous les habitants : Plan d'action stratégique fédéral pour l'intégration des immigrés et des réfugiés), qui comprend toute une série de recommandations actuellement mises en œuvre par l'USCIS et des partenaires interinstitutionnels. L'USCIS a lancé une initiative de sensibilisation de l'opinion publique à la citoyenneté le 6 juillet 2015. Toujours en juillet 2015, l'Administration a publié un rapport intitulé *Modernizing and Streamlining Our Legal Immigration System for the 21st Century* (Moderniser et simplifier notre système d'immigration légal pour le XXI^e siècle), qui énonce un certain nombre de mesures que des organismes fédéraux vont prendre pour améliorer la délivrance des visas aux familles, travailleurs et personnes ayant besoin d'une aide humanitaire.

18. En novembre 2014, le Président Obama a annoncé son intention d'utiliser surtout les ressources des services de contrôle de l'immigration pour les criminels et les personnes qui représentent une menace pour la sécurité et la sûreté des États-Unis. Le Secrétaire du DHS, Jeh Johnson, a défini de nouvelles priorités en matière de maintien de l'ordre et d'expulsion à l'échelle de son Département, et a donné l'ordre d'utiliser les ressources de manière plus efficace en mettant l'accent sur les personnes qui constituent une vraie menace pour la sécurité publique, la sécurité des frontières et la sûreté nationale. En vertu de cette politique, la priorité première est accordée aux menaces pour la sécurité nationale, aux criminels condamnés, aux membres de gangs et aux personnes qui ont traversé récemment la frontière. Des priorités d'ordre secondaire sont notamment accordées aux personnes condamnées pour des infractions importantes ou multiples et à celles qui n'ont pas été appréhendées à la frontière mais qui sont entrées illégalement, pour la première fois ou non, aux États-Unis après le 1^{er} janvier 2014. Une troisième priorité est accordée aux personnes qui ne sont pas en conflit avec la loi mais qui n'ont pas respecté l'arrêt définitif d'expulsion dont elles faisaient l'objet après le 1^{er} janvier 2014. Les personnes n'entrant pas dans les catégories annoncées par le Secrétaire Johnson ne feront normalement pas partie des priorités en matière de placement en détention ou d'expulsion.

19. Les personnes faisant l'objet d'une procédure devant un juge de l'immigration jouissent de nombreuses garanties de procédure : les juges de l'immigration doivent en particulier informer les personnes concernées de leurs droits d'être représentées par un avocat sans que cela n'entraîne de charge financière pour le Gouvernement, et de les informer des services d'aide juridictionnelle gratuite dont elles peuvent bénéficier ou de leur fournir une liste de prestataires de ces services. Ils doivent aussi informer les personnes de leur droit d'examiner et de contester les éléments de preuves retenus contre elles; de présenter des éléments de preuve en leur propre nom; de contre-

interroger les témoins de l'État et de présenter un recours contre toute décision défavorable. En outre, les juges de l'immigration ne peuvent accepter aucune demande d'expulsion de personnes âgées de moins de 18 ans ou incapables de se représenter elles-mêmes, à moins que ces personnes ne soient accompagnées d'un représentant autorisé.

20. Afin de faciliter l'accès à la représentation en justice, le DOJ a mis en place un programme d'assistance juridique à l'intention des personnes en détention et un programme d'assistance juridique à l'intention des tuteurs d'enfants étrangers non accompagnés (et notamment un centre national de permanence téléphonique). Ces programmes collaborent avec des organisations à but non lucratif pour expliquer aux personnes détenues les procédures judiciaires relatives à l'immigration et leur fournir des informations juridiques de base, et pour informer les tuteurs concernés de leur rôle et de leur responsabilité à l'égard des enfants non accompagnés qui font l'objet d'une procédure d'expulsion. Des services gratuits de représentation en justice sont aussi fournis dans le cadre des procédures d'expulsion et de recours administratif devant la Commission de recours pour les questions d'immigration. Le DOJ a aussi pris des mesures supplémentaires pour favoriser la représentation gratuite en justice des défendeurs, y compris des enfants non accompagnés, dans le cadre des procédures d'expulsion, en mettant en œuvre différents programmes tels que la publication de directives sur la représentation gratuite en justice à l'intention des juges de l'immigration; la création d'un programme modèle d'audience à l'intention des représentants qui fournissent gratuitement leurs services; la création de centres juridiques d'auto-assistance dans les tribunaux chargés des questions d'immigration, l'établissement de listes relatives à des affaires impliquant des mineurs dans les 58 tribunaux chargés des questions d'immigration sur tout le territoire afin d'accélérer les procédures; la publication de directives à l'intention des juges de l'immigration sur la manière de traiter les affaires impliquant des mineurs non accompagnés; et, à l'automne 2014, la mise en place, conjointement avec la Corporation for National and Community Service, de l'initiative d'octroi de subventions dites « Justice AmeriCorps » visant à aider les tribunaux à mieux représenter les mineurs non accompagnés et à repérer les victimes potentielles de la traite. En outre, le DOJ continue d'appliquer sa politique nationale visant à renforcer les garanties de procédure pour les personnes qui sont détenues dans le cadre de procédures d'immigration et qui n'ont pas la capacité mentale de se représenter elles-mêmes. Ces garanties de procédure sont notamment les suivantes : organisation d'audiences pour évaluer l'incapacité de la personne; réalisation d'exams psychiatriques ou psychologiques indépendants; et, pour les personnes qui n'ont pas la capacité mentale de se représenter elles-mêmes, la nomination de représentants dûment qualifiés. Le DOJ continue aussi de travailler sur les initiatives de réglementation qu'il avait initialement proposées le 17 septembre 2014, initiatives relatives à l'institution de comparutions distinctes pour les procédures en matière de détention et de cautionnement et l'établissement d'une liste de prestataires de services juridiques gratuits à l'intention des étrangers faisant l'objet de procédures liées à l'immigration. Le DOJ étudie actuellement un projet de réglementation, qui sera soumis à des observations publiques, visant à simplifier la procédure permettant d'autoriser les entités légitimes à fournir des services juridiques de faibles coûts ou gratuits et de représenter des personnes dans le cadre de procédures liées à l'immigration. Ces initiatives, une fois entrées en vigueur comme normes définitives, devraient favoriser la représentation en justice des immigrés faisant l'objet d'une procédure.

21. Le 24 juin 2015, le Secrétaire du DHS, Johnson, a annoncé que d'importants changements allaient être apportés aux pratiques de détention du Département en ce qui concerne les familles avec enfants appréhendées à la frontière. Avec la nouvelle approche, il est reconnu que si la famille réunit les conditions requises pour obtenir

l'asile ou une autre forme de protection prévue par le droit américain, une rétention de longue durée ne s'impose plus car il s'agit d'une utilisation inefficace des ressources du DHS. Se fondant sur d'autres réformes annoncées le 13 mai 2015 concernant le fonctionnement des centres de rétention familiale, le Secrétaire Johnson a indiqué que les familles qui pouvaient démontrer qu'elles couraient un risque crédible ou raisonnable d'être persécutées dans leur pays d'origine pouvaient normalement faire l'objet d'une remise en liberté à condition de verser une caution financière ou de réunir d'autres conditions, étant également entendu que les entretiens permettant d'établir l'existence de risques crédibles ou raisonnables devaient se tenir dans un délai raisonnable. En outre, les critères utilisés pour fixer la caution doivent être raisonnables et réalistes, compte tenu de la capacité financière de la famille, du risque de fuite et de la sécurité publique. Le DHS procède actuellement à la transformation des installations en centres de prise en charge dans lesquels le DHS peut décider de remettre en liberté des personnes qui réunissent les conditions pour obtenir de l'aide ou une protection dans un délai moyen de vingt jours dans des conditions raisonnables visant à organiser la comparution des personnes concernées dans les procédures d'immigration. Le DHS met actuellement en place une commission consultative fédérale d'experts externes dans les domaines de la gestion de la rétention, de la santé publique, des services destinés aux enfants et aux familles et de la santé mentale, qui sera chargée de fournir des conseils sur les centres de rétention familiale, et il collabore avec des organisations non gouvernementales pour s'assurer que les familles disposent bien d'un accès à des services juridiques et à d'autres services sociaux adaptés lorsqu'elles sont placées en rétention par le DHS.

c) De revoir les lois et règlements afin de protéger tous les travailleurs migrants contre l'exploitation et les conditions de travail abusives, notamment en relevant dans le Code du travail l'âge minimum requis pour les travaux de récolte et les travaux agricoles dangereux, conformément aux normes internationales du travail, et d'assurer un contrôle efficace des conditions de travail.

22. La protection des travailleurs migrants est essentielle pour les États-Unis et nous sommes résolus à faire en sorte que tous ces travailleurs aux États-Unis reçoivent la protection auxquelles ils ont droit en vertu de notre Constitution et de nos lois, conformément aux obligations internationales applicables.

23. Comme il a déjà été signalé au Comité, les lois qui s'appliquent aux travailleurs migrants interdisent la discrimination dans l'emploi fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale (appartenance ethnique), le sexe (y compris la grossesse, les stéréotypes sexistes et l'identité de genre), la religion, l'âge, le handicap ou les données génétiques (y compris les antécédents médicaux familiaux). En outre, la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi (EEOC) a récemment affirmé que le droit fédéral protégeait les travailleurs contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. En droit américain, la plupart des travailleurs migrants ont également le droit de se regrouper pour faire campagne en faveur de meilleures conditions de travail ou de rémunération, avec ou sans l'aide d'une organisation syndicale, et de négocier des conventions collectives par le biais des représentants de leur choix. Les travailleurs migrants, y compris ceux qui travaillent dans le secteur agricole, ont droit à un salaire minimum pour les heures travaillées. La législation sur la sécurité prévoit des garanties pour éviter que les travailleurs ne se blessent. La législation relative à l'environnement définit les conditions dans lesquelles certains produits chimiques doivent être manipulés sur le lieu de travail.

24. La législation fédérale sur l'emploi et le travail s'applique en général à tous les travailleurs qui se trouvent aux États-Unis, quel que soit leur statut migratoire. Lorsqu'ils réalisent des enquêtes sur des violations, les organes chargés de l'application de la législation du travail aux États-Unis ne posent aucune question sur

le statut migratoire des travailleurs concernés. La EEOC, le Conseil national des relations de travail (NLRB) et le Ministère du travail (DOL) protègent aussi les migrants contre toute tentative des employeurs visant à révéler le statut migratoire des travailleurs dans le cadre de litige afin d'éviter que ces employeurs ne menacent d'expulsion ou se livrent à tout autre acte d'intimidation envers les défenseurs ou les témoins.

25. Les travailleurs étrangers temporaires arrivés aux États-Unis conformément à la loi sur l'immigration et la nationalité sont aussi protégés par les programmes de visa dont ils bénéficient. Par exemple, les travailleurs étrangers qui travaillent dans le secteur agricole de façon temporaire ou saisonnière (visa H-2A) doivent : 1) percevoir le salaire minimum le plus haut au niveau fédéral ou étatique, compte étant tenu des effets défavorables des taux de rémunération, du salaire pratiqué au niveau local ou du taux de négociation collective convenu; 2) recevoir une copie du contrat de travail; et 3) recevoir la garantie de travailler ou d'être rémunéré pour un nombre total d'heures au moins égale à 75 % de la période de travail précisée dans le contrat de travail. Les organes fédéraux mènent des activités de sensibilisation auprès des communautés de migrants sur les droits que leur reconnaît la législation américaine, souvent de concert avec des membres de groupes des droits de l'homme et des droits civils qui viennent en aide à ces communautés. Ils distribuent ou publient en ligne du matériel rédigé dans plusieurs langues, et fournissent une assistance linguistique à ceux qui ont besoin pour protéger leurs droits.

26. Comme indiqué dans le rapport périodique de 2013, le DOL a conclu des partenariats officiels avec des ambassades et des consulats de pays d'où proviennent la plupart des travailleurs migrants. Depuis 2013, le DOL a renouvelé ses partenariats avec le Costa Rica, la République dominicaine, El Salvador, le Mexique et le Nicaragua, et en a conclu un nouveau avec le Belize. La EEOC a également conclu des partenariats analogues, notamment avec le Mexique et les Philippines, et le NLRB en a conclu avec le Mexique, l'Équateur, la Colombie et les Philippines.

27. Tous les travailleurs, quel que soit leur statut migratoire, sont protégés contre le travail forcé par le Code pénal, le treizième amendement à la Constitution des États-Unis et la loi sur la protection des victimes de la traite. Certaines victimes de la traite et de crimes connexes, tels que le travail forcé, qui aident les autorités d'enquête ou de poursuite et qui satisfont à d'autres critères, peuvent bénéficier d'une aide humanitaire au titre de l'immigration qui leur permet de séjourner temporairement aux États-Unis, avec la possibilité d'obtenir un statut de résident permanent. La protection des enfants, en particulier, contre tout travail dangereux, malsain ou néfaste pour leur éducation et leur bien-être général constitue une priorité et une responsabilité partagée entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements locaux et étatiques. Les lois fédérales et étatiques comprennent des dispositions relatives à l'âge minimum du travail. Tous les États disposent de lois concernant l'emploi des jeunes. En outre, des États ont défini des normes distinctes concernant le salaire minimum. En cas de divergences entre les lois fédérales et étatiques, ce sont celles qui offrent la meilleure protection qui s'appliquent.

28. Comme indiqué au Comité lors de la présentation d'août 2014, en 2011, le DOL a souhaité recevoir des avis sur le projet de modifier et d'étoffer la liste des travaux agricoles considérés comme trop dangereux pour l'emploi d'enfants de moins de 16 ans. Le DOL a reçu plus de 10 000 avis sur ce projet. Beaucoup émanaient de parents qui possèdent ou exploitent des fermes, qui estimaient que le projet empêcherait leurs propres enfants de travailler légalement et d'acquérir une expérience concrète sur leur exploitation agricole. D'autres, notamment près de 200 membres du Congrès et un certain nombre d'enseignants de la filière agricole, ont noté avec préoccupation que ce projet porterait atteinte aux traditions agricoles des

États-Unis et à la formation de la prochaine génération d'agriculteurs et d'éleveurs. Le DOL a aussi reçu des avis favorables mais, compte tenu des milliers d'avis exprimant de très vives préoccupations, il a annoncé, en avril 2012, qu'il abandonnait son projet. Cette décision était notamment fondée sur la détermination de l'administration d'Obama à écouter et à respecter les avis des Américains.

29. Parallèlement à cette décision, le DOL a affirmé son intention de promouvoir la sécurité et la santé des enfants employés comme travailleurs agricoles, notamment en collaborant avec des organisations d'agriculteurs pour développer les programmes éducatifs qui traitent des conditions de travail et des travaux agricoles dangereux. Le Gouvernement américain a aussi redoublé d'efforts pour combattre les formes illégales de travail des enfants et pour protéger le plus grand nombre de jeunes travailleurs agricoles. Par exemple, en 2014, l'Agence de la protection de l'environnement (EPA) a proposé de modifier son règlement relatif à la protection des travailleurs pour mieux protéger les 2 millions de travailleurs agricoles du pays et les membres de leur famille contre l'exposition aux pesticides. La révision du règlement proposait d'offrir aux travailleurs agricoles, y compris aux enfants, des garanties en matière de santé analogues à celles accordées aux travailleurs d'autres secteurs et, d'une manière générale, d'interdire la manipulation de pesticides par des enfants de moins de 16 ans. L'EPA a indiqué qu'elle publierait une norme définitive portant révision de son règlement relatif à la protection des travailleurs d'ici à l'automne 2015.

30. Parallèlement au décret exécutif adopté par le Président Obama en novembre 2014, un groupe de travail interinstitutionnel pour l'application cohérente de la législation relative au travail et à l'emploi et à l'immigration au niveau fédéral a été créé. Par le biais de ce groupe de travail, le DOL, le DHS, le DOJ, la EEOC et le NLRB ont présenté un plan d'action semestriel visant à améliorer la coordination dans les cas où les autorités fédérales font double emploi en ce qui concerne l'application des lois relatives au travail, à l'emploi et à l'immigration, veiller à ce que les travailleurs qui collaborent dans le cadre de l'application des lois relatives au travail et à l'emploi puissent continuer à le faire sans crainte de représailles, veiller à ce que les tiers peu scrupuleux ne tentent pas d'utiliser de façon induue les lois relatives à l'emploi ou à l'immigration pour porter atteinte aux garanties accordées aux travailleurs, et garantir l'application efficace de ces lois.

d) De ratifier les Conventions n° 29 concernant le travail forcé ou obligatoire (1930) et n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973) de l'Organisation internationale du Travail.

31. La Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail confirme que tous les membres de l'OIT ont l'obligation, découlant de leur qualité même de membre de l'Organisation, de respecter, promouvoir et réaliser en toute bonne foi les principes et droits fondamentaux qui font l'objet des huit grandes conventions de l'OIT, notamment l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire et l'abolition effective du travail des enfants. Les États-Unis n'ont pas ratifié la plupart de ces conventions mais ils ont démontré, dans leurs rapports sur l'application de la Déclaration, qu'aux États-Unis, les travailleurs jouissaient des principes et des droits fondamentaux relatifs au travail.

32. Conformément à la pratique établie aux États-Unis, avant que le Président soumette toute convention de l'OIT au Sénat, pour avis et consentement aux fins de ratification, un examen attentif du texte de l'instrument est effectué par le Groupe consultatif tripartite sur les normes internationales du travail (TAPILS), sous-groupe du Comité présidentiel chargé de l'Organisation internationale du Travail, qui est composé de représentants du Gouvernement des États-Unis et d'organisations d'employeurs et de travailleurs. Il s'agit notamment de déterminer si la législation et

la pratique des États-Unis aux niveaux fédéral et étatique, sont pleinement conformes aux dispositions de la convention. En raison des questions examinées, le processus pour chaque convention est complexe et approfondi, et prend souvent beaucoup de temps. Les États-Unis ont ratifié la Convention n° 105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé en 1991 et la Convention n° 182 de l'OIT sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants en 1999.

33. Le TAPILS a commencé à examiner la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé obligatoire parallèlement à son examen de la Convention n° 105, mais a décidé de concentrer ses efforts sur la Convention n° 105. Il n'a pas achevé son examen de la Convention n° 29 ni de la Convention n° 138, et aucune d'entre elles n'a été transmise au Sénat pour avis et consentement aux fins de ratification.

Recommandation 22 (Guantanamo)

Le Comité prie instamment l'État partie de mettre fin au système de détention administrative sans inculpation ni jugement et de fermer le centre de Guantanamo Bay sans plus tarder. Rappelant sa Recommandation générale n° 30 (2004) sur la discrimination à l'encontre des non-ressortissants et sa Recommandation générale n° 31 (2005) sur la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale, il demande également à l'État partie de garantir le droit des détenus à un procès équitable conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et de veiller à ce que tout détenu qui n'a pas été inculpé et jugé soit immédiatement libéré.

34. Il convient d'abord de noter que les États-Unis, soucieux de promouvoir le dialogue et la coopération, sont désireux de fournir des renseignements au Comité dans la mesure du possible même lorsque nous n'acceptons pas qu'une demande spécifique ait trait directement à des obligations au titre de la Convention. Les États-Unis continuent d'avoir le droit de détenir des personnes à Guantanamo jusqu'à la fin des hostilités, conformément au droit américain et au droit international applicable, mais ils ont pour politique de s'assurer que nul ne reste en détention au-delà de la période nécessaire pour atténuer la menace qu'il représente.

35. Le Président Obama a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de fermer le centre de détention de Guantanamo Bay, y compris lors de son discours sur l'état de l'Union devant le Congrès le 20 janvier 2015. Il a insisté sur le fait que le fonctionnement ininterrompu du centre affaiblit la sécurité nationale des États-Unis parce qu'il nécessite de nombreuses ressources, qu'il nuit aux bonnes relations avec des alliés et des partenaires clefs et qu'il alimente l'extrémisme violent. Les États-Unis prennent toutes les mesures possibles pour réduire le nombre de détenus à Guantanamo et pour fermer le centre d'une façon responsable, l'objectif étant de protéger notre sécurité nationale.

36. Plus de 80 % des personnes qui ont été détenues à un moment ou un autre dans le centre de Guantanamo ont été rapatriées ou réinstallées, notamment tous les détenus dont la remise en liberté a été ordonnée par la justice. Sur les 242 détenus que comptait le centre de Guantanamo au début du mandat du Président Obama, 122 ont été transférés en dehors du centre. En 2014, ont été transférés du centre un plus grand nombre de détenus qu'au cours de n'importe quelle année depuis 2009 et le nombre de détenus est désormais à son plus bas niveau depuis 2002. Sur les 116 personnes qui restent à Guantanamo, 53 devraient être transférées à condition que soient réunies un certain nombre de conditions liées à la sécurité et au traitement humain de la personne. Sur les 63 autres personnes, 10 sont actuellement inculpées et dans l'attente d'une condamnation ou d'une éventuelle possibilité de recours de leur condamnation, et les 53 autres remplissent les conditions pour demander le réexamen de leur

condamnation par le Conseil de réexamen périodique (PRB). Cet organe, opérationnel depuis le 9 octobre 2013, est chargé d'une procédure administrative interinstitutionnelle à caractère discrétionnaire consistant à examiner si la poursuite de la détention de certains détenus à Guantanamo Bay en vertu du droit de la guerre est toujours nécessaire afin de protéger les États-Unis contre toute menace importante et constante pour leur sécurité. Le PRB a tenu 20 audiences et mené à bien six examens de dossier par semestre, les détenus concernés pouvant participer à cet examen avec leur représentant et, dans certains cas, avec un avocat.

37. La majorité des détenus de Guantanamo dont le transfert est prévu sont des ressortissants du Yémen et, compte tenu de la situation de sécurité dans ce pays, les États-Unis savent qu'il faut trouver des solutions de réinstallation appropriées pour ces personnes dans le cadre des initiatives de transfert.

38. Les États-Unis sont toujours d'avis que dans le cadre de l'action menée pour protéger la sécurité nationale, les commissions militaires comme les tribunaux fédéraux peuvent, selon les circonstances de l'espèce, offrir des procédures pénales appropriées qui sont non seulement efficaces mais également fondées sur le droit applicable. Le droit américain exclut actuellement le transfert de détenus de Guantanamo pour être jugés aux États-Unis. Toutes les procédures actuelles des commissions militaires à Guantanamo comprennent des garanties de procédure qui répondent ou sont même supérieures aux garanties d'un procès équitable prévues par l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et à d'autres textes applicables, et qui sont pleinement conformes à celles prévues par le Protocole additionnel II des Conventions de Genève de 1949. Les condamnations prononcées par une commission militaire peuvent faire l'objet de multiples révisions et réexamens, y compris un réexamen par des tribunaux civils fédéraux composés de juges inamovibles.

39. Tous les détenus de Guantanamo ont la possibilité de contester la légalité de leur détention devant un tribunal fédéral des États-Unis par le biais d'un recours en *habeas corpus*. Les détenus ont aussi accès à un conseil juridique indépendant et aux éléments de preuve nécessaires pour pouvoir présenter un recours. Les États-Unis sont résolument décidés à veiller à ce que les personnes détenues dans le cadre d'un conflit armé fassent l'objet d'un traitement humain en toutes circonstances, conformément aux obligations qui incombent aux États-Unis en vertu des instruments internationaux, du droit interne et des politiques nationales.
